



Synthèse du forum 6

« L'observation et l'analyse : fondements de l'élaboration de la politique sociale communale »

Présidence :

Joëlle MARTINAUX, Présidente de l'Union Départementale des CCAS des Alpes Maritimes, Adjointe au Maire de Nice

Intervenants

- Hervé GUERY, Directeur du COMPAS-TIS
- Jean-Louis SANCHEZ, Délégué Général de l'Observatoire national De l'Action Sociale décentralisée
- Didier GELOT, Secrétaire Général de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale
- Isabelle CAILLETON, Présidente de l'Union départementale des CCAS des Landes
- Jean-Louis SICARD, Vice-Président de l'Union Départementale des CCAS des Hauts de Seine
- Sylvie Zimmermann, adjointe à la chef de bureau politiques de prévention, d'insertion et d'accès aux droits à la DGAS

Problématique :

Toute prise de décision politique doit pouvoir se faire en connaissance de cause. Cela est vrai dans le domaine social où les besoins croissants d'équipements et de services publics de proximité de qualité accentuent la pression exercée sur les élus locaux et leurs équipes. À l'heure des choix et des contraintes budgétaires, l'amélioration du rôle d'observation et d'analyse du CCAS/CIAS est un élément déterminant de la mise en œuvre de la politique sociale communale ou intercommunale.

Synthèse des présentations et échanges :

Les questions posées par le forum ont été abordées en deux temps : tout d'abord ont été évoqués les travaux relatifs à l'observation au niveau national, puis dans un second temps les expériences de mise en place de l'observation au niveau local.

Didier Gelot a ainsi restitué les missions et travaux de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES). Cet organisme a pour objectif la contribution à la connaissance des phénomènes de pauvreté et d'exclusion en faisant réaliser aux structures de la statistique publique des travaux d'études. L'action de l'ONPES repose sur

deux approches : une approche structurelle (l'ONPES publie chaque année un rapport reportant l'évolution des phénomènes de pauvreté mesurés à travers onze indicateurs) et une approche conjoncturelle par sa contribution à un système de veille demandé par le Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté. Celui-ci est alimenté par une enquête élaborée à partir d'indicateurs d'alerte menée auprès des intervenants sociaux destinées à repérer les phénomènes émergents de pauvreté échappant aux enquêtes de la statistique publique.

Les résultats de cette première enquête montrent notamment que la dégradation des conditions de vie liées à la crise n'ont pas produit de nouveaux publics mais intensifié la demande sociale des publics déjà connu des services sociaux.

Jean-Louis Sanchez, Délégué Général de l'ODAS, a tenu à rappeler que toute démarche d'observation doit au préalable se poser la question du modèle de cohésion sociale que l'on veut promouvoir. Pour cela, il souligne qu'une conception globale de la précarité appelle une observation transversale et que la précarité ne doit pas être traitée d'un point de vue exclusivement économique mais aussi identitaire et relationnel.

Sylvie Zimmerman, de la DGAS, est revenue sur la manière dont l'observation et l'analyse de la pauvreté alimentent l'élaboration des politiques de solidarité nationales. Ainsi, la France est inscrite depuis le traité de Lisbonne dans les actions de la stratégie européenne d'inclusion sociale, à travers la mise en place des PNAI (Plan National d'Action pour l'Inclusion). Ceux-ci prévoient la mise en place d'outils de suivi et d'évaluation des politiques de lutte contre la pauvreté. Ainsi, onze indicateurs (en grande part semblables aux indicateurs utilisés par l'ONPES) sont utilisés.

De la même manière, l'article 1 de la loi de décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active prévoit le suivi quantitatif de l'objectif de réduction de la pauvreté à travers onze indicateurs (détaillés dans le décret du 20 mai 2009 relatif à la mesure de la pauvreté).

Elle a rappelé que ces travaux menés sur les indicateurs de mesure et de suivi de la pauvreté doivent à la fois impacter les travaux menés au niveau local, mais aussi être nourris par eux.

Concernant les déclinaisons de l'observation sociale au niveau local, Hervé Guéry, directeur du Compas-Tis, est revenu sur le rôle essentiel des CCAS en matière de veille sociale via la mise en place des Analyses de Besoins Sociaux (ABS), dont il a rappelé les enjeux : organiser la masse d'informations et de données disponibles, donner la capacité aux CCAS d'interpeller les élus locaux sur les résultats et les actions à mettre en place au vu des diagnostics effectués, remettre les élus au centre du processus d'élaboration de la politique communale en les dotant d'outils de pilotage et d'aide à la décision.

Il a précisé que l'observation ne pouvait être assimilée à de la compilation d'indicateurs mais induisait un travail d'analyse partagé entre tous les acteurs du social présents sur un territoire.

L'UDCCAS des Hauts de Seine a confirmé ces points, partant de sa propre expérience en matière de réalisation d'une ABS, confirmant le besoins d'outils des élus afin d'une part d'évaluer les réponses existantes, et d'autre part de formuler des préconisations pour la mise en place d'autres actions.

L'Union Départementale des Landes, actuellement engagée dans le lancement d'une démarche d'observation sociale partagée par plusieurs communes, soutenue techniquement par le Conseil général, a quant à elle évoqué des enjeux supplémentaires. L'un des atouts de l'observation réside ainsi dans la prise de distance induite par l'objectivation chiffrée d'une situation permettant de s'extraire d'une approche empathique au profit de la recherche d'une intervention plus rationnelle. Elle estime également que cette Analyse des Besoins Sociaux constitue une opportunité en matière de valorisation de l'action des CCAS par la diffusion d'une meilleure connaissance de l'action sociale locale auprès des partenaires. Enfin, cette action a vocation à faire exister et à assoir la légitimité de l'Union Départementale, ainsi qu'à qualifier les personnels des CCAS.

S'ils ont semblé bien comprendre et adhérer aux constats énoncés quant aux enjeux et à la méthodologie relatifs aux démarches d'observation sociale, et notamment à la réalisation d'Analyse de Besoins Sociaux, les participants au forum ont témoigné de leur besoins de soutien dans ces réalisations. L'UNCCAS doit à ce titre jouer pleinement son rôle de soutien au réseau des CCAS/CIAS.